

Décroissance soutenable

Selon Jacques Grinevald,
«la décroissance n'est pas
une croissance économique négative,
c'est une autre logique»

Entretien **Anh-Gaëlle Truong** Photo **Jean-Luc Moulène**

Depuis sa rencontre, en 1974, avec l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen, dont il a traduit les idées bioéconomiques dans le livre *La Décroissance : entropie-écologie-économie*, Jacques Grinevald explore le domaine de la critique écologique de l'économie politique.

L'Actualité. – Pourquoi parler de décroissance plutôt que de développement ?

Jacques Grinevald. – Parce que c'est un terme à contre-courant, un tantinet provocateur, au moment où tous les discours ne parlent que de relancer la croissance, sans jamais dire pour qui ou de quoi. En effet, la doctrine internationale du développement est trop liée aux théories économiques de la croissance. Le développement-croissance ne fait plus partie de la solution mais du problème. Il faut sortir de cette idéologie économique occidentale, qui ignore la diversité des cultures et le fonctionnement cyclique de la Biosphère. Des secteurs peuvent et doivent grandir, d'autres doivent diminuer, voire disparaître. Je suis pour la décroissance des industries de l'armement, du tabac et de la spéculation financière plus ou moins criminelle. Le chiffre du taux de croissance d'une économie nationale – a fortiori mondiale – n'a aucun sens pour les gens. Il est même trompeur socialement et écologiquement. Il ne suffit pas de compter, encore faut-il savoir ce que l'on compte, ce qui compte vraiment et sous quel point de vue. Schumpeter distinguait croissance et développement. La croissance, c'est produire plus. Le développement, c'est produire autrement. Nous pouvons donc nous développer dans le sens de la décroissance. En outre, la décroissance matérielle n'empêche pas la «joie de vie» (selon Georgescu-Roegen, inspiré par Bergson), qui est biologique, psychologique et spirituelle.

Jacques Grinevald est philosophe, historien des sciences, politologue, enseignant et chercheur à l'Institut universitaire d'études du développement de Genève. Il est invité à l'Espace Mendès France le 13 janvier 2004.

En quoi est-ce vital pour notre planète ?

Le problème se situe dans la croissance mondiale du «métabolisme industriel», c'est-à-dire la totalité des flux énergétiques et matériels entre l'économie humaine et l'environnement planétaire. Notre croissance, très inégale, se compose de plusieurs facteurs : technologique, énergétique, démographique, monétaire, culturel, etc. Le détail est complexe, mais avec le point de vue écologique global, on voit que la croissance rencontre des limites bio-géophysiques que nos analyses économiques oublient de prendre en compte. L'expansion illimitée n'est pas possible dans un monde fini, en l'occurrence la Biosphère actuelle. Le déséquilibre du cycle global du carbone à l'origine de la dérive anthropogénique de l'effet de serre est là pour nous rappeler que nous ne vivons pas sur la Terre, mais de/dans la Biosphère. Nous dépassons la capacité de charge humaine de la Biosphère et cela risque de rendre notre existence même de plus en plus difficile et dangereuse. Comme l'a dit le géochimiste Wallace Broecker en 1987 : «Nous jouons à la roulette russe avec le climat.» La nouvelle science du système Terre nous oblige à repenser nos activités techniques et économiques. Il faut inverser la vapeur, c'est le cas de le dire dans le domaine fondamental de l'énergie. La décroissance, aujourd'hui, s'impose si nous voulons éviter le pire, demain.

Pourquoi une décroissance soutenable ?

Parce que les riches vivent au-dessus de leurs moyens et les pauvres au-dessous de leurs besoins. Très bientôt, pour plusieurs raisons majeures, le changement climatique, mais aussi la baisse inéluctable de la production mondiale du pétrole, la décroissance sera une nécessité aussi grave qu'un état de guerre ou un état d'urgence. Les écologistes le disent depuis plus de trente ans. Or il faut penser aux conséquences éthiques et sociales d'un tel état d'exception. Il ne faut pas laisser passer les fascistes qui peuvent évidemment profiter de la peur de la récession, socialement insoutenable à cause des immenses injustices créées par des siècles de développement et de croissance. Au lieu de subir la décroissance, il faut



Jean-Luc Moulène,
Documents / Les
Palmes du moderne,
Sao Paulo, 18 mars
2002.

l'anticiper, la promouvoir, la décider. C'est le retour à la simplicité, dont parlaient Gandhi et Bergson (*Les deux sources de la morale et de la religion*). C'est la frugalité joyeuse des épicuriens. C'est l'inversion des valeurs et des institutions dont parlait Ivan Illich, l'un des inspirateurs du mouvement de l'après-développement et de la décroissance soutenable. L'opulence industrielle est insoutenable à l'échelle de la Terre, écologiquement et socialement. La décroissance est donc la seule voie écologiquement soutenable, c'est aussi une nouvelle vertu politique, éthique et sociale. Presque tout reste à faire pour la mettre en œuvre. A chacun de commencer chez lui et autour de lui. La décroissance soutenable se différencie selon les cas et selon les niveaux, du local au global. La décroissance n'est pas une croissance économique négative, c'est une autre logique, une autre politique dans tous les domaines.

Comment la décroissance pourrait-elle se traduire dans notre quotidien ?

Tout le monde sait qu'on pollue moins en roulant tranquillement avec une petite voiture sans la climatisation qu'avec une grosse cylindrée. La décroissance implique de sérieuses limitations de vitesse et de puissance. C'est la politique des grandes puissances qui est ici en question. Mais sortir de la civilisation de la puissance ne peut se faire du jour au lendemain. L'histoire de la technique moderne en est une illustration flagrante : notre techno-science peut détruire la Biosphère actuelle,

avec une guerre nucléaire notamment, mais elle serait bien incapable de contrôler son autorégulation géophysique. La décroissance soutenable implique un énorme travail collectif de redistribution de nos pouvoirs et donc de nouvelles relations entre les citoyens, le secteur privé et les administrations publiques. C'est aussi une transformation radicale des relations internationales et interculturelles. Un changement radical doit s'opérer dans nos têtes et nos cœurs.

Quelles sont les résistances à cette idée ?

Elles sont innombrables. Toutes nos institutions sont conditionnées par l'objectif économique de la croissance. Dans une société comme la nôtre, terriblement individualiste et anthropocentrique, personne ne prend en compte les limites à la croissance. Les résistances sont psychologiques, culturelles et politiques. Elles sont, je crois, aussi profondément religieuses comme disait Lynn White dans son article sur «Les racines historiques de notre crise écologique» (1967). J'ai beaucoup discuté de cette question avec Armand Petitjean (1913-2003), philosophe, pionnier en France de l'examen de conscience de l'Occident. Ce dernier s'impose depuis que les scientifiques ont découvert les dramatiques conséquences écologiques du développement depuis la révolution thermo-industrielle. Sans examen de conscience, il ne peut y avoir de retour à cette simplicité dont parlait Bergson dans l'entre-deux-guerres. ■